



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CRISE SANITAIRE ATTAQUES CONTRE NOS LIBERTÉS ET TOUT ÇA POUR FAIRE VIVRE LES PROFITS ÇA SUFFIT COMME ÇA !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 29 OCTOBRE 2020

C'était malheureusement prévisible : la deuxième vague de l'épidémie de Covid-19 est bien là. Elle déferle inexorablement sur un système hospitalier et ses personnels, encore plus fragilisés par les mois qu'il vient de vivre. Face à cette explosion des nouveaux cas de Covid, le gouvernement avait déjà décidé de prolonger l'état d'urgence sanitaire jusqu'en février 2021 et de restreindre les libertés individuelles en étendant le couvre-feu à 46 millions de personnes. S'y ajoute maintenant le reconfinement annoncé par Macron mercredi soir.

Mais toutes ces mesures, qui font peser sur la population le poids de la situation sanitaire, cachent mal la responsabilité écrasante de ce gouvernement dans la gestion catastrophique de la crise.

LA DEUXIÈME VAGUE N'ÉTAIT PAS UNE FATALITÉ

Depuis des mois, Macron et ses amis n'ont rien fait pour éviter ce rebond de l'épidémie.

Sans aucune organisation, la politique de « dépistage » s'est effondrée, permettant juste aux labos privés de « faire du chiffre », mais pas de briser les chaînes de contagion.

Dans les écoles, depuis la rentrée, rien n'a été prévu pour soulager les classes surchargées que l'administration rechigne à fermer, même avec des cas avérés de Covid.

Et dans les hôpitaux, la situation est catastrophique. Ils n'ont ni recruté, ni formé les personnels disponibles pour faire face à l'épidémie. Aujourd'hui, le besoin est de 100.000 lits supplémentaires, ceux qu'ils ont supprimés ces vingt dernières années.

L'INCOMPÉTENCE DE CE GOUVERNEMENT : LE RÉSULTAT DE SES CHOIX POLITIQUES

Pourtant, Macron et son gouvernement ne sont pas si « incompetents » quand il s'agit de déverser des milliards sur les entreprises, sans aucune contrepartie pour l'emploi : 100 milliards d'euros de cadeaux offerts au patronat, rien que dans le cadre du plan de « relance » annoncé le 3 septembre.

Ils ne sont pas si « incompetents » lorsqu'il s'agit de remettre ou maintenir tout le monde au travail, par tous les moyens.

Ils ne sont pas si incompetents pour renvoyer la jeunesse à l'école, dans n'importe quelles conditions, juste pour « permettre » aux parents d'aller travailler.

Pour eux, une seule véritable priorité : faire tourner la « machine à cash ». Et tant pis pour les « dommages collatéraux ».

Dès lors, ils ne savent que gesticuler en imposant des mesures autoritaires, inefficaces et incompréhensibles, pour les loisirs et la vie familiale. Tout en essayant de rejeter leur responsabilité sur les « jeunes » qui feraient trop la fête ou les « vieux » qui ne garderaient pas assez de distance avec leurs petits enfants.



LEUR SEULE LOGIQUE : NOUS FAIRE TRAVAILLER MALGRÉ LE VIRUS

Dans les entreprises, les masques et le gel hydroalcoolique permettent aux employeurs de se dédouaner de leurs responsabilités en termes d'organisation du travail, à laquelle ils refusent de revenir au travail. Macron l'a rappelé : rien n'est obligatoire pour les patrons. Même pas le télétravail, parfois possible, mais pourtant refusé aux salariés contraints de prendre les transports et de travailler dans des conditions dégradées.

Aujourd'hui, Macron se saisit de l'ignoble crime de Conflans-Sainte-Honorine pour tenter de diviser notre camp social et de resserrer les rangs autour de sa politique.

Et Castex nous ressort le coup de la « concertation » et du « dialogue social » avec les syndicats, avant d'imposer de nouvelles mesures impopulaires.

A l'opposé de ces manœuvres, il y a urgence à faire en sorte que s'exprime avec force la colère contre ce gouvernement et ses mesures, pour ne plus avoir à payer leur crise, qu'elle soit économique ou sanitaire.

ASSASSINAT DE SAMUEL PATY : DÉNONCER L'HORREUR SANS HURLER AVEC LES LOUPS

Condamner sans réserve la barbarie du crime...

Dénoncer le crime abominable dont a été victime Samuel Paty a été la réaction immédiate du NPA. Rien ne saurait justifier une telle barbarie.

Perpétrer de telles horreurs au nom d'une religion est tout aussi intolérable que, sous le régime nazi, justifier le génocide des juifs au nom de la « pureté de la race ».

L'idéologie qui a armé le bras du tueur est bien de type fascisant. Au nom d'Allah il faudrait se débarrasser des mécréants et des mauvais croyants. Nous ne pouvons que vomir le projet de société porté par cette idéologie - comme on l'a vu avec Daech - tout autant que celui porté par l'extrême droite occidentale traditionnelle.

... Sans hurler avec les loups

Le crime qui a coûté la vie à Samuel Paty est ignoble.

Tout aussi ignoble est la stratégie qui consiste à essayer de faire porter le chapeau du crime et du fanatisme à des millions d'hommes et de femmes pointés du doigt du seul fait de leur religion musulmane supposée. Comme si tous les catholiques auraient dû se sentir coupables lorsque - dans des cortèges de la Manif pour Tous - des crétiens hurlaient « *Mort aux pédés !* ».

Depuis longtemps, les milieux d'extrême droite - et d'autres - attisent la haine des musulmans - ou des personnes supposées musulmanes - en distillant l'amalgame « musulman = islamiste = terroriste ».

Que Macron et son gouvernement, incapables de gérer correctement la crise économique et sanitaire, fassent de la surenchère avec leur loi sur le « séparatisme » est proprement honteux. Stratégie bien connue du bouc émissaire : monter les uns contre les autres les catégories populaires victimes de leur politique antisociale. Inacceptable.

Contre leur union nationale, revendiquons notre liberté d'expression...

... et notre droit

de nous battre pour une autre société

Revendiquons notre liberté de combattre l'islamophobie ambiante tout autant que la barbarie du fascisme à visage religieux. Comme celle de dénoncer la politique de l'Etat d'Israël sans nous faire taxer d'antisémites. Comme celle de ne pas nous reconnaître dans leur République dont les valeurs proclamées ne sont que le cache-sexe d'une réalité faite d'inégalités, de discriminations, d'oppressions, et d'une exploitation capitaliste dont il est urgent de se débarrasser.

DÉPARTS ANTICIPÉS AU RABAIS

Renault maintient les « Dispenses d'Activité », qui lui servent à tailler dans les effectifs dans le cadre de son plan d'économies. Mais la direction profite du contexte pour dégrader les conditions d'accès: la rémunération était de 75 % du salaire avant 2020, 72 % en 2020, et ce serait 69 % pour ceux qui partent à partir de 2021.

Pas étonnant que des salariés proches de la retraite cherchent à partir quand les chefs font planer la menace d'une reconversion forcée. Mais pas question, pour autant, d'accepter les DA au rabais ou les suppressions de postes. Exigeons un départ = une embauche !

LES RCC,

UN PLAN DE LICENCIEMENTS VOLONTAIRES

Renault a annoncé recourir à des « Ruptures Conventionnelles Collectives » pour supprimer 4.600 postes en France. Ce dispositif a été introduit en 2017 par les « ordonnances Macron », soi-disant pour « simplifier » le Code du travail. Utilisé dès 2018 par PSA, il simplifie en effet la tâche des patrons... pour dégager des salariés.

Ils n'ont plus aucune justification à fournir, alors qu'il fallait prouver une « cause réelle et sérieuse » pour un licenciement collectif. C'était certes une formalité, mais elle pouvait parfois servir à contester un PSE... Plus d'obligation de reclassement interne des salariés, ni d'interdiction de recruter des CDD sur le même poste pendant 12 mois. Quant aux « contreparties », c'est au bon vouloir du patron, qui a tout loisir pour négocier ce qu'il veut avec des syndicats qui préfèrent discuter... que de s'opposer aux plans des patrons.

Il n'y a rien à négocier : Rupture Conventionnelle Collective (RCC), Plan de Départs Volontaires (PDV) ou Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE), quelle que soit la formule de leur plan d'économies.

LIBAN: FAIRE DU NEUF AVEC DU VIEUX ?

Il y a tout juste un an, le premier ministre libanais, Saad Hariri, était contraint de démissionner face à une énorme contestation populaire. Un an après, le même Saad Hariri a été désigné pour former un nouveau gouvernement. Une véritable provocation, avec la bénédiction discrète de Macron. Celui-ci, après la terrible explosion du mois d'août, s'était déplacé deux fois au Liban comme en pays conquis. Prétendant soutenir l'aspiration populaire à un changement radical de système, il s'était autorisé un ultimatum aux factions libanaises : pas d'aide internationale sans formation d'un gouvernement décidé à appliquer les réformes voulues par le FMI : privatisations, baisse des dépenses publiques. On connaît la chanson. Bon « élève », Saad Hariri a déclaré vouloir appliquer la feuille de route de son mentor Macron.

Qu'il arrive ou non finalement à former un gouvernement, pour ne pas être les dindons de la farce, pour en finir avec un système de pillage des richesses au profit d'une caste corrompue, les classes populaires libanaises n'auront pas d'autre choix que de renouer avec la contestation de l'an dernier.